

Montreuil, le 30 septembre 2016

PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

LEUR AMI, C'EST LA FINANCE !

Le projet de loi de finances 2017 confirme la démolition entreprise par François Hollande et son Gouvernement contre les finances publiques durant le quinquennat.

D'un côté, une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu est annoncée pour un montant d'un milliard d'euros ! Personne ne sera dupe d'une annonce électorale derrière laquelle se cache une nouvelle attaque en règle contre l'impôt progressif, l'impôt le plus juste même s'il n'est pas exempt de critiques.

Outre qu'elle ne « bénéficiera » qu'à une minorité de contribuables et que son impact est limité, la baisse annoncée consiste surtout à confirmer aux organisations patronales, aux actionnaires et aux marchés financiers que le Gouvernement n'envisage pas une augmentation du pouvoir d'achat financée par une revalorisation significative des salaires, des retraites, des pensions et des minimas sociaux.

De l'autre côté, cinq milliards d'euros seront mobilisés afin de financer de nouvelles mesures en faveur des entreprises comme l'abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 28 % ou encore la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la prime à l'embauche dans les petites et moyennes entreprises.

Autant de mesures qui, ajoutées à l'augmentation de 6 à 7 % du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, s'inscrivent dans les logiques poursuivies au titre du pacte dit de « responsabilité » que la CGT récuse.

N'en déplaise à Messieurs Hollande et Gattaz, plus on multiplie les exonérations et les allègements des impôts et des cotisations sociales patronales, plus les profits et les dividendes versés aux actionnaires progressent, plus le chômage progresse, plus l'investissement privé et public recule !

Ce sont aussi les politiques publiques, les services publics, l'emploi public et les conditions de vie au et hors travail des personnels de la Fonction Publique qui reculent toujours et encore.

L'austérité reste plus que jamais à l'ordre du jour dès lors, qu'à l'exception de certains secteurs professionnels et notamment ceux dits prioritaires, les crédits de fonctionnement seront sérieusement amputés et que près de 2 700 emplois seront supprimés dont 1540 à Bercy à un moment où le Gouvernement annonce que les recettes fiscales de l'Etat seront assurées par le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. Comprenez qui pourra !

Force est aussi de constater qu'aucune annonce n'a été faite quant à la nécessaire revalorisation des rémunérations des agents, fonctionnaires et non-titulaires, alors que le contentieux et les pertes cumulés de pouvoir d'achat liés au gel de la valeur du point de l'indice en juin 2010 sont loin d'avoir été résolus par la revalorisation de 1,2 % décidé par le Gouvernement.

Pour l'UGFF-CGT, le projet de loi de finances comme le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2017 traduisent la poursuite des politiques d'austérité.

Ils confirment l'entreprise de démolition en cours des finances et de l'action publiques au service de la Finance.

Dans un tel contexte, l'UGFF-CGT confirme son engagement plein et entier, dans la construction d'un processus de mobilisation unitaire des personnels et des organisations syndicales de la Fonction Publique, pour imposer d'autres choix !